

Vie et mort du "rideau de fer"

20e anniversaire

vendredi 10 avril 2009, par [Jean-François SOULET](#)

Histoire et géopolitique. Comme sa construction, la destruction du fameux dispositif frontalier généré par la « guerre froide », s'opère en deux temps.

Au printemps 1989, tandis que des négociations sont entamées entre les Partis communistes et l'opposition à Varsovie et à Budapest, une initiative majeure est prise par le gouvernement hongrois de Miklos Németh. Celui-ci annonce le 2 mai 1989 qu'il a décidé de lever « le rideau de fer » qui court sur 260 km le long de la frontière autrichienne. Le processus de démantèlement dure jusqu'au 26 juin. Le lendemain, 27 juin, réunis à la frontière, Aloïs Mock, ministre autrichien des Affaires étrangères et son homologue hongrois Gyula Horn, munis de pinces spéciales coupent symboliquement les fils de fer barbelés séparant les deux pays. Toutefois, pour aussi spectaculaire et symbolique qu'il soit, ce premier passage massif accompli avec la complicité secrète des Hongrois, n'en reste pas moins illégal. Il faut attendre le 10 septembre 1989 pour que le gouvernement hongrois décide l'ouverture totale de la frontière avec l'Autriche.

Ainsi, lorsque le 9 novembre 1989, à partir de 21 heures, le mur de Berlin est franchi par une foule de Berlinois de l'Est, cela fait déjà plusieurs mois, que le « rideau de fer » dont il représente la partie la plus redoutable, a été démantelé dans sa partie hongroise. L'événement du 9 novembre n'en est pas moins considérable.

RAREMENT dans l'Histoire, une frontière aura été aussi personnifiée que celle séparant en Europe le « Bloc communiste » du « Bloc occidental » pendant la Guerre froide ; au point que l'on s'apprête, durant l'année 2009, à célébrer avec faste, comme on le ferait pour une personnalité, le vingtième anniversaire de sa disparition.

Dès sa naissance, cette frontière se voit attribuer un nom par Winston Churchill. Dans un télégramme adressé à Truman en mai 1945, et, une seconde fois, publiquement, lors d'un discours prononcé le 5 mars 1946 au *Westminster College* de Fulton dans le Missouri, l'homme d'Etat britannique utilise pour la désigner l'image du rideau métallique (« *iron curtain* » en anglais) qui, dans les théâtres, sépare la scène de la salle : « De Stettin dans la Baltique jusqu'à Trieste dans l'Adriatique, se lamente-t-il, un rideau de fer est descendu à travers le continent ».

L'expression churchillienne [1] fit florès et se perpétua. Elle fut cependant concurrencée dans les jeunes générations, par celle du « Mur ». Même, en effet, si le mur édifié sur ordre de Nikita Khrouchtchev en 1961, pour séparer la zone soviétique des zones occidentales de Berlin, ne représentait qu'une infime portion du « rideau de fer », il tendit, dans le langage courant, à se confondre avec ce dernier. Ainsi, lorsqu'en 1989, se produisit la désatellisation, on parla autant dans les journaux occidentaux de la « chute du Mur » que du « démantèlement du rideau de fer ».

Un dispositif frontalier unique

Que des Etats hostiles transforment leurs frontières en barrières difficilement franchissables ne constitue pas un fait rare dans l'histoire. La singularité du « rideau de fer » qui a, durant près d'un demi-siècle, séparé l'Europe en deux entités, tient surtout à sa longueur, à l'étendue de son dispositif, et à son efficacité [2].

Il s'étirait sur plus de **8 500 kilomètres** dont deux interminables tronçons de près de 2 500 kilomètres chacun, l'un en Europe du Nord, séparant la Finlande de l'URSS, l'autre depuis la Baltique jusqu'à Trieste. Sa matérialisation a varié selon les Etats et les périodes. En République Démocratique Allemande, le « rideau de fer » était double : un grillage métallique de 1 275 km, et, à l'arrière de celui-ci, une zone à alarmes acoustique et visuelle de 1 196 km de long. 14 000 gardes-frontières surveillaient l'ensemble. En Tchécoslovaquie, 10 000 hommes passaient constamment au peigne fin une zone de 6 à 12 kilomètres de profondeur tout au long de la frontière avec l'Allemagne et avec l'Autriche. En Hongrie, les 260 km de séparation avec l'Autriche étaient matérialisés par un double réseau en grillage barbelé et électrifié... Le dispositif fut plusieurs fois modernisé et renforcé. Les spécialistes distinguent pour la seule RDA quatre générations de « rideaux de fer », avec, dès la troisième génération, la pose de mines anti personnelles SM 70 et l'installation d'armes à tir automatique.

Le dispositif se révèle efficace, sauf en un lieu : Berlin. De 1950 à 1961, 2 609 321 personnes parviennent, en effet, à quitter la RDA pour se réfugier en RFA. Elles le font sans difficultés majeures car il suffit de prendre à Berlin le métro ou le chemin de fer pour passer la frontière. Pour mettre fin à cette hémorragie humaine qui vide la RDA de ses forces vives, est construit, à compter du 13 août 1961, le fameux mur long de plus de 43 km. Sa principale brèche ayant été ainsi colmatée, la frontière entre les deux grands Blocs devient un obstacle redoutable. Il faut beaucoup de courage et, souvent, un vrai désespoir pour tenter désormais de la franchir. Entre les deux Allemagne, le flux des réfugiés serait passé de 2656 en 1962 à 72 en 1982 ; et 133 personnes auraient perdu la vie entre 1961 et 1989 en essayant de franchir à cet endroit le « rideau de fer ». En Hongrie, 300 personnes seulement sur 13 500 auraient réussi à passer en Autriche de 1966 à 1989.

Faut-il en conclure pour autant qu'avec la construction du Mur, la Force l'a définitivement emporté sur le Droit, et que, désormais, la séparation entre les Etats des deux sphères d'influence est totale ? Ce serait faux. Pas plus que les hauts murs d'une prison n'empêchent les relations avec l'extérieur, le « rideau de fer » n'a jamais été parfaitement étanche.

Une barrière relative

Même lors des périodes de fortes tensions de la « guerre froide », le « rideau de fer » n'interrompt jamais totalement les communications entre les deux « blocs ». Tous les jours, des diplomates, des journalistes et, après la mort de Staline, des touristes, le franchissent. Plusieurs fois par jour, de puissants émetteurs de radio installés à Munich par les soins des Etats-Unis, déversent sur les pays d'Europe de l'Est (Radio *Free Europe*) et sur l'Union soviétique (Radio *Liberty*) des torrents d'informations et de musique occidentales, que les stations de brouillage soviétique ont bien du mal à rendre inaudibles.

Dès la période de N. Khrouchtchev, s'instaurent des échanges économiques et culturels. Ils sont, certes, modulés en fonction de la conjoncture aussi bien par les pays occidentaux que par l'URSS. Mais, au fil du temps, à de brèves périodes de fermeture motivées par les crises internationales, succèdent de longues phases d'échanges. Un pas décisif est franchi au début des années soixante-dix avec l'instauration de l'*Ostpolitik*. Par un traité fondamental (paraphé le 21 décembre 1972), les deux Allemagnes se reconnaissent mutuellement comme des États égaux et souverains en droit, mais n'étant pas « étrangers » (*Ausländer*), acceptent que leurs rapports soient réglés de manière particulière. Quelques années plus tard, la Conférence d'Helsinki, fournit en 1975 un nouveau cadre de collaboration entre les deux Europes. Dès lors, le « rideau de fer » s'ouvre largement aux marchandises, aux technologies et aux capitaux occidentaux. De 1972 à 1980, les seuls échanges inter-allemands doublent en volume. Les prêts accordés par l'Occident à certains satellites -comme à la Pologne de Gierek ou à la Hongrie de Kadar- ne cessent de gonfler. Nombre d'entreprises de l'Ouest recourent alors à la sous-traitance à l'Est. Principal fournisseur de ses produits de base, la RFA ne tarde pas à s'imposer comme le « vrai pays frère » de la RDA, un « pays frère » puissant et riche. Socialement, les deux sociétés civiles resserrent continûment leurs liens par des biais aussi divers que les Églises luthériennes (très proches l'une de l'autre) ou les mouvements collectifs à finalités écologique, pacifiste ou féministe. Grâce à l'intensification des visites légales (6 millions de passages d'Ouest en Est en 1970, 20 millions en 1982), les réseaux familiaux et amicaux peuvent se reconstituer. Culturellement, la porosité entre les deux Allemagnes est forte dans la décennie soixante-dix et quatre-vingt ; elle s'exprime de mille façons : rencontres d'écrivains, colloques ... Pour le prix Nobel

Heinrich Böll, il existe alors « une sorte de communion d'idées » entre les populations. Chaque jour à 20 heures, l'Allemagne est d'ores et déjà virtuellement réunifiée par le biais du journal télévisé des chaînes occidentales, captées partout en RDA. La proposition faite par le nouveau premier secrétaire général du PC de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, de faire de l'Europe une « maison commune » dans laquelle cohabiteraient harmonieusement Europe de l'Est et Europe de l'Ouest, devait achever de considérer le « rideau de fer » comme un objet de musée, toujours présent certes, mais désormais sans fonction réelle, surtout depuis que l'URSS et ses satellites s'étaient engagés à Helsinki à respecter la libre circulation des personnes et des biens en Europe.

Au total, en forçant le trait, on a l'impression qu'en cette décennie quatre-vingt, le « rideau de fer » est devenu, à l'instar de la féodalité à la veille de 1789, davantage un symbole qu'une réalité. Certes, de même qu'il existait à la fin du XVIII^{ème} siècle, des seigneurs décidés à maintenir et même à consolider l'ensemble des droits féodaux, il existe à la tête de plusieurs partis communistes est-européens, des dirigeants qui, tels E. Honecker en RDA ou N. Ceaucescu en Roumanie, refusent l'évolution et s'arcbutent sur la configuration stalinienne d'un monde irrémédiablement divisé en deux « blocs ». Un tel comportement ne peut que désespérer et pousser à bout les jeunes générations, avides de se déplacer et de connaître ce monde occidental qui leur est toujours interdit.

Le démantèlement du « rideau de fer » débute en Hongrie le 2/05/1989

Comme sa construction, la destruction du fameux dispositif frontalier généré par la « guerre froide », s'opère en deux temps.

Au printemps 1989, tandis que des négociations sont entamées entre les Partis communistes et l'opposition à Varsovie et à Budapest, une initiative majeure est prise par le gouvernement hongrois de Miklos Németh. Celui-ci annonce le **2 mai 1989** qu'il a décidé de lever « le rideau de fer » qui court sur 260 km le long de la frontière autrichienne. Le processus de démantèlement dure jusqu'au 26 juin. Le lendemain, 27 juin, réunis à la frontière, Aloïs Mock, ministre autrichien des Affaires étrangères et son homologue hongrois Gyula Horn, munis de pinces spéciales coupent symboliquement les fils de fer barbelés séparant les deux pays. Pleins d'espoir, des dizaines de milliers de citoyens de la République démocratique allemande passent alors en Tchécoslovaquie et en Hongrie et font le siège des ambassades de RFA pour obtenir un visa. Mais des accords secrets empêchent le gouvernement hongrois de légaliser le départ à l'ouest des ressortissants des pays frères considérés comme de simples touristes en transit pour un maximum de 30 jours. Tandis que les jours passent, la pression de ces populations s'intensifie. Le 19 août 1989, près de Sopron, petite ville hongroise sur la frontière autrichienne, à l'occasion d'un pique-nique géant organisé contre le rideau de fer par l'opposition hongroise Forum Démocratique Hongrois (MDF) et le Mouvement pan-européen du prince Otto de Habsbourg, environ 600 citoyens de RDA forcent la frontière et s'enfuient en Autriche. C'est la première fois depuis quarante ans que le « rideau de fer » est massivement franchi. Un mémorial a été édifié à cet endroit, et, chaque année, des fêtes commémorent l'événement.

Toutefois, pour aussi spectaculaire et symbolique qu'il soit, ce premier passage massif [3] accompli avec la complicité secrète des Hongrois, n'en reste pas moins illégal. Il faut attendre le **10 septembre 1989** pour que le gouvernement hongrois décide l'ouverture totale de la frontière avec l'Autriche. C'est, de l'aveu même d'Helmut Kohl, « la première pierre arrachée au Mur ».

La lumière n'a pas été totalement faite sur les conditions dans lesquelles les éléments progressistes du Parti communiste hongrois s'orientèrent dès le printemps 1989 vers un démantèlement du « rideau de fer ». Interrogé, le ministre des Affaires Etrangères Gyulia Horn, qui joua un rôle éminent dans l'affaire, affirme que « les décisions ont été prises sans négociations préalables. Il fallait agir de façon que Moscou et les dirigeants soviétiques ne soient pas obligés de prendre position ». Dans son remarquable ouvrage sur *1989, la fin d'un empire*, le politologue Jacques Lévesque nuance cette thèse. Il révèle que Bonn et Moscou furent consultés ; les dirigeants allemands auraient encouragé le mouvement en promettant une aide financière (obtenue en novembre), et la direction soviétique aurait fait savoir qu'elle n'était pas concernée : « c'est une affaire qui regarde la Hongrie, la RDA et la RFA » aurait déclaré, le ministre des Affaires étrangères E. Chévarnadze [4].

Ainsi, lorsque le **9 novembre 1989**, à partir de 21 heures, le mur de Berlin est franchi par une foule de Berlinois de l'Est, cela fait déjà plusieurs mois, que le « rideau de fer » dont il représente la partie la plus redoutable, a été démantelé dans sa partie hongroise. L'événement du 9 novembre n'en est pas moins considérable.

... et la chute du « mur » à Berlin le 9/11/1989

Depuis le printemps 1987 et surtout 1988, une partie de la société civile est-allemande est en effervescence. En dépit de l'omniprésence et de la brutalité de la Stasi, des groupuscules pacifistes et féministes se montrent de plus en plus actifs. Plusieurs faits cristallisent l'opposition, dont le trucage des élections municipales au printemps 1989. Sans jamais réclamer l'abolition du régime communiste ou la réunification allemande, les minorités oppositionnelles demandent le respect des droits des citoyens, la légalisation de l'opposition et la liberté des déplacements. Lors de sa visite, les 6 et 7 octobre 1989, M. Gorbatchev non seulement ne condamne pas les manifestations populaires -qui ne cessent de s'amplifier- mais désapprouve le comportement des dirigeants. Le 18 octobre, le Politburo en limogeant E. Honecker et en le remplaçant par son dauphin, Egon Krenz, croit sauver le régime. Il n'en est rien. Désormais, ce ne sont plus seulement des groupuscules qui occupent la rue, mais le pays tout entier. Ils sont 120 000 manifestants le 16 octobre et 320 000 le 23... De leur côté, les gouvernements tchécoslovaques et hongrois se plaignent de l'afflux -de plus en plus massif- de citoyens de RDA désireux de passer la frontière. Une décision urgente s'impose donc pour tenter de maîtriser la situation. Le 9 novembre 1989, lors d'une conférence de presse, tenue à 18h30, Günter Schabowski, porte-parole du gouvernement est-allemand, déclare aux journalistes que « des voyages privés vers l'étranger peuvent être demandés sans condition, sans donner les raisons du voyage ou avoir des relations familiales. Des accords seront donnés dans un bref délai ; des sorties du pays peuvent être effectuées par toutes les frontières de RDA vers la RFA ». « Quand est-ce, s'enquiert un journaliste, ce texte entre-t-il en vigueur ? ». Après un instant d'hésitation, G. Schabowski répond : « à ma connaissance, tout de suite, immédiatement ». Aussitôt, la nouvelle se répand dans tout Berlin-Est par le canal de la première chaîne de télévision publique de RFA, ARD, et une foule de gens affluent vers les sept postes-frontières. Là, déception : ils sont fermés ; les garde-frontières ne sont au courant de rien. La foule les interpelle et s'impatiente. Averti, Egon Krenz, qui souhaitait que la mesure ne soit en application que le lendemain matin, s'entretient avec le responsable de la Stasi et décide d'éviter un probable affrontement en donnant l'ordre d'ouvrir immédiatement tous les postes frontières. D'abord incrédules et très émus, puis follement joyeux, des dizaines de milliers de Berlinois déferlent à partir de 21h20 au poste *Bornholmer Straße* et peu à peu, aux autres six points de passage, et franchissent le Mur : « C'est complètement dingue ! 28 ans que l'on attendait ce grand jour », confie l'un d'entre eux à une équipe de télévision.

Mémoire et destin du "rideau de fer"

Vingt ans après, ni le « rideau de fer », ni le « mur » ne sont oubliés. Ils sont devenus des symboles et, de temps à autre, à propos, par exemple, du dispositif construit par les Israéliens en Cisjordanie, ou à l'occasion de clivages économiques au sein de l'Union européenne, la presse évoque « un nouveau mur de la honte » ou « le spectre d'un nouveau Rideau de fer ». Des musées -comme le musée de *Checkpoint Charlie* ou le mémorial national *Bernauer Straße* à Berlin- font la part belle à l'histoire du « rideau de fer » et, tout particulièrement à celle du Mur, et au souvenir de leurs victimes.

Mais le meilleur tour que le destin devait jouer aux concepteurs de la sinistre frontière est le projet récent -coordonné par l'*Union mondiale pour la nature* (UICN)- de créer une « ceinture verte », c'est-à-dire une zone écologique à son emplacement, où une faune et une flore d'une grande diversité se sont développées. « Transformer cette ligne de mort en ligne de vie -s'enthousiasme la biologiste Liana Geidezis- serait un moyen fantastique d'honorer la paix et l'unité ».

Voir aussi : Pierre Verluise, *20 ans après la chute du Mur. L'Europe recomposée*, Choiseul, 2009. [Voir](#)

P.-S.

Professeur d'histoire contemporaine, Université de Toulouse-Le Mirail, auteur de nombreux ouvrages dont *Histoire de l'Europe de l'Est* et *L'histoire immédiate* (Armand Colin)

Notes

[1] L'expression rideau de fer aurait été utilisée en premier par Joseph Goebbels dans un article publié dans le journal interne du parti nazi, Das Reich, le 23 février 1945 en dénonçant un « Eiserner Vorhang » qui s'abat sur les pays sous l'emprise soviétique.

[2] Gilbert Joseph, *L'affrontement, la drôle de guerre aux frontières de l'Est*, Paris, Albin Michel, 1987.

[3] Jusqu'au 10 septembre, 25 000 Allemands de l'Ouest auraient réussi à s'enfuir à l'Ouest.

[4] Jacques Lévesque, 1989, *la fin d'un empire, L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995, pp. 196-198.